CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 22.086 du 27 janvier 2009
dans l'affaire X/

En cause : Madame X
Domicile élu : X
Contre :
le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS,

Vu la requête introduite le 15 septembre 2008 par X qui se déclare de nationalité burundaise, contre la décision (X) du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 1^{er} septembre 2008 ;

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu la note d'observation et le dossier administratif ;

Vu l'ordonnance du 24 novembre 2008 convoquant les parties à l'audience du 17 décembre 2008;

Entendu, en son rapport, , ;

Entendu, en observations, la partie requérante par Me J.-M. KAREMERA, , et M. C. VAN HAMME, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. La décision attaquée

Le recours est dirigé contre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de refus d'octroi de la protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité burundaise et d'appartenance ethnique tutsi. En 2005, votre fiancé, [N. E.], rallie la faction rebelle du FNL, dirigée par [A. R.]. Le 6 janvier 2008, les parents d'[N. E.] vous demandent d'épouser leur fils. Votre mère accepte et vous aussi. Suite à cette demande, une cérémonie de demande en mariage est organisée, au cours de laquelle sont conviés les voisins.

Dès le lendemain, la rumeur de votre mariage avec un Hutu se répand dans le quartier. Le 10 janvier 2008, [N. E.] vient vous rendre visite, accompagné de deux acolytes. Alors que vous venez de les raccompagner, des voisins vous interpellent et vous reprochent de vouloir épouser un tueur. Votre mère elle-même devient réticente à l'idée de cette union, mais vous persistez. A partir de ce moment, vous êtes harcelée et insultée, notamment par un ancien prétendant au mariage du quartier. Vous n'osez pas vous plaindre auprès des autorités vu qu'[N. E.] est un rebelle.

Fin février, vous êtes agressée par des inconnus. Ils vous disent qu'ils vont vous tuer car, sinon, c'est vous qui les tuerez en épousant un rebelle qui fait partie de ceux qui ont décimé la population. Vous êtes abandonnée inconsciente dans un fossé, et c'est grâce à l'intervention d'un passant que vous êtes soignée à l'hôpital. Le 15 mars 2008, vous vous réfugiez chez une amie à Nyakabiga. Vous gardez un contact téléphonique avec [N. E.].

Le 18 avril 2008, le FNL attaque Bujumbura. Le 20 avril, le domicile de votre mère est investi par des policiers à la recherche d'armes. Ils veulent également mettre la main sur vous afin d'arrêter [N. E.]. Votre mère est ensuite arrêtée. Le soir même, [N. E.] vous téléphone. Apprenant la nouvelle, il entame alors les démarches pour vous faire quitter le Burundi.

Vous prenez l'avion le 26 avril 2008, munie d'un passeport d'emprunt. Vous arrivez en Belgique le lendemain. Vous avez été entendue à l'Office des étrangers le 5 mai 2008 dans le cadre du dépôt de votre demande d'asile. L'analyse approfondie de vos craintes a nécessité une dernière audition au Commissariat général le 24 juillet 2008.

B. Motivation

Force est de constater que vous n'êtes pas parvenue à établir de façon crédible votre crainte de persécution au sens de la Convention de Genève ou un risque réel de subir les atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire.

Premièrement, force est de constater que vous tentez de tromper les autorités chargées d'examiner le bien fondé de votre demande d'asile. Cette attitude est incompatible avec l'existence d'une crainte de persécution. En effet, à l'instar de l'Office des étrangers, le Commissariat général constate que vous avez produit une carte d'identité falsifiée, puisqu'il est manifeste que la date de délivrance de ladite carte, le 12/2/2006, a été modifiée. L'année originelle a été effacée et grattée, et l'année 2006 a été ajoutée là-dessus (Cf. copie de la carte jointe au dossier administratif, farde verte). Un élément vient confirmer que cette carte vous a été délivrée à une autre date, et que vous tentez de le dissimuler. Ainsi, GISWAWA Evrard, autorité qui a délivré la carte d'identité, n'est maire de la ville de Bujumbura que depuis février 2008 (Cf. documentation jointe au dossier administratif, farde bleue). Il n'aurait donc pas pu la signer en 2006. Dès lors, il apparaît que ce document vous a été délivré à partir de février 2008, période à partir de laquelle vous prétendez craindre les autorités du fait de votre liaison avec un rebelle, raison pour laquelle vous n'osez pas aller vous plaindre du harcèlement dont vous étiez victime (rapport d'audition du 24 juillet 2008, p.13). A considérer que vous étiez réellement visée par les autorités, *quod non* en l'espèce, il serait alors étonnant que vous alliez chercher une carte d'identité.

Par ailleurs, invitée à donner les raisons qui ont poussé votre fiancé d'alors à rejoindre la rébellion en 2005, vous vous bornez à dire que vous évitiez de parler politique entre vous (rapport d'audition du 24 juillet 2008, p.9). Cet élément est invraisemblable, car une décision aussi importante ne peut pas avoir été prise sans que vous en connaissiez les motivations puisque vous étiez fiancés, que vous avez maintenu le contact avec lui et que vous projetiez de vous marier. Une telle proximité de relation ne permet pas de considérer comme vraisemblable le fait que vous ignoriez un élément aussi fondamental.

Pour le surplus, [A. R.] est rentré depuis mai 2008 au Burundi et est en passe de signer un accord avec le pouvoir actuel, ce qui, à considérer qu'elles fussent crédibles, rend caduque vos craintes. En effet, les autorités n'auraient plus aucune raison de vous rechercher (Cf. documentation jointe au dossier administratif, farde bleue).

Enfin, concernant votre voyage, il est clair que vous dissimulez des éléments aux instances d'asile. Il n'est ainsi guère permis de penser que vous ayez pu voyager en ignorant des informations essentielles contenues dans le passeport alors que vous l'avez eu en mains. De même, il n'est guère crédible que vous ayez pu passer aussi aisément par les postes de contrôles frontaliers alors que le passeport contenait une autre photo que la vôtre et était, selon vos dires exempt de visa (Rapport d'audition du 24 juillet 2008, p.7 à 9).

Dès lors, aucune crédibilité ne peut être accordée à vos propos et, partant, à votre demande d'asile, que ce soit dans le cadre de la Convention de Genève ou dans le cadre de la protection subsidiaire.

L'article 48/4 § 2 (c) de la loi du 15 décembre 1980 dispose que des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil, en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, sont considérées comme une atteinte grave qui peut donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire, pour autant il y ait de sérieux motifs de croire que cette personne encourrait un risque réel de subir de telles atteintes. Or, la situation actuelle au Burundi ne rencontre pas les exigences de cette définition. Si des combats localisés ont opposé l'armée et les FNL de la mi-avril à la fin mai 2008, les deux parties ont conclu un cessez-le-feu le 26 mai 2008 et celui-ci est observé dans une large mesure. Les FNL sont accueillis dans des cantonnements, avec le soutien financier de l'Union Européenne, et le HCR poursuit le rapatriement des Burundais réfugiés en Tanzanie. Si le banditisme gagne du terrain et la situation des droits de l'Homme reste préoccupante, en revanche, le Burundi n'est pas la proie d'une violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international entraînant des menaces graves pour les civils (voir information jointe au dossier). Par conséquent, l'article 48/4 § 2 (c) ne trouve pas à s'appliquer. Cette évaluation pourra être actualisée en fonction de l'évolution de la situation.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

2. La requête

1. La partie requérante, dans sa requête introductive d'instance, confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.
2. Elle invoque la violation de l'article 1er, section A, §2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, modifiée par son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatifs au statut des réfugiés (ci-après dénommés « la Convention de Genève »), des articles 48/2 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 »), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ainsi que du principe général de bonne administration. Elle invoque encore l'erreur manifeste d'appréciation et cite de la jurisprudence à l'appui de ses moyens.
3. Elle fait valoir, en substance, que la requérante n'avait aucune intention de tromper les autorités belges sur son identité, ignorant la falsification de la carte d'identité déposée. Pour le reste, elle conteste la pertinence des motifs avancés par la décision attaquée et propose des explications factuelles aux arguments qui y sont développés.

4. Elle annexe à sa requête introductive d'instance un document du Cedoca du 8 juillet 2008.
5. En conséquence, la partie requérante sollicite la reconnaissance de la qualité de réfugiée à la requérante et, à titre subsidiaire, le bénéfice de la protection subsidiaire prévu à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

2. L'examen de la demande

1. La décision attaquée refuse de reconnaître la qualité de réfugié à la partie requérante et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire, en raison de la présentation d'une carte d'identité falsifiée et d'in vraisemblance dans ses déclarations. Elle stipule que les conditions d'octroi de la protection subsidiaire ne sont pas réunies en l'espèce.

3. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi

1. Conformément à l'article 48/3, paragraphe premier, de la loi « *le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Ledit article 1^{er} de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».
2. À la lecture du dossier administratif, le Conseil constate que les motifs de la décision attaquée portant sur l'analyse de la crainte sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 sont tout à fait conformes au contenu du dossier administratif et qu'ils sont pertinents, dès lors qu'ils portent effectivement sur des éléments essentiels du récit fourni. Le Conseil ne retient toutefois pas le motif concernant le retour d'A. R. au Burundi et les conséquences qui en sont déduites. Toutefois, les autres motifs de la décision attaquée suffisent pour estimer non crédible le récit fourni à l'appui de la demande de protection internationale. Ainsi en va-t-il particulièrement concernant la méconnaissance des raisons de l'engagement politique de son fiancé, pourtant à l'origine de ses problèmes.
3. De manière générale, le Conseil considère que la partie requérante ne formule aucun moyen judiciaire susceptible de mettre en cause les motifs pertinents de la décision entreprise, sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil estime invraisemblable la crainte alléguée sur la base du récit de la requérante.
4. Le document annexé à la requête introductive d'instance ne modifie en rien les constatations susmentionnées à cet égard.
5. Au vu des développements qui précèdent, le Conseil estime que, ni la réalité des faits invoqués, ni le bien-fondé de la crainte alléguée, ne sont établis.
6. En conséquence, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte de persécution au sens de l'article 1^{er}, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et de son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatifs au statut des réfugiés.

4. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi

1. L'article 48/4 de la loi énonce que « *le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine [...], il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2 [...]* ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérées comme atteintes graves :*
 - a) *la peine de mort ou l'exécution ; ou*
 - b) *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou*
 - c) *les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».
2. La partie requérante sollicite le statut de protection visé à l'article 48/4 de la loi sur la base des mêmes faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître le statut de réfugié et se réfère pour ce faire à l'article 48/4, §2, c) de la loi. À l'audience, elle sollicite l'application de la jurisprudence du Conseil concernant la protection subsidiaire pour les ressortissants du Burundi, en raison de la violence aveugle y sévissant pour l'heure.
3. Le Conseil examine cette demande sous l'angle de l'article 48/4, §2, c) de la loi. La décision attaquée estime à cet égard que « la situation [au Burundi] ne peut être assimilée à celle d'un conflit armé parce qu'il s'avère qu'il n'existe aucun fait ou élément qui indique l'existence d'un tel conflit ». La partie défenderesse invoque, dans ce sens, la tenue d'élections législatives et présidentielles libres et transparentes en 2005, les accords de paix signés par les différents groupes rebelles et le retour des réfugiés dans leur pays sous les auspices du Haut Commissariat pour les Réfugiés (ci-après HCR).
4. Le Conseil s'est déjà prononcé récemment sur la question en débat. Il a ainsi jugé dans son arrêt 17.522 du 23 octobre 2008, rendu par une chambre à trois juges, que la situation au Burundi correspond à une violence aveugle en cas de conflit armé au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi. Le Conseil a jugé que nonobstant la signature d'un cessez-le feu, les conditions n'étaient pas encore réunies pour conclure à la fin du conflit armé, qu'une situation de violence aveugle existe au Burundi, que ce contexte a pour effet de provoquer des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil et qu'« *il existe un lien de causalité entre ces menaces graves et la violence aveugle en cas de conflit armé* ». Il a également été jugé que « *la situation de violence aveugle qui prévaut dans le cadre du conflit armé latent au Burundi frappe [...] tout particulièrement les populations civiles qui semblent soit servir d'exutoire à la violence des belligérants, soit être exploitées par ceux-ci que ce soit pour permettre aux combattants ou aux forces de police de « se payer sur l'habitant » ou encore pour alimenter le trésor de guerre des troupes rebelles.* ». Il a enfin été jugé, quant au retour des réfugiés au Burundi que, vu « *sous l'angle de l'appréciation de l'existence d'une violence endémique, ce mouvement de retour paraît en réalité être une source supplémentaire de dégradation de la situation à l'intérieur du pays [...] en raison notamment des difficultés de réinsertion et des conflits fonciers occasionnés par cet afflux de rapatriés [...]* Le rapatriement de réfugiés, dans un tel contexte, ne permet donc pas, en tant que tel, de conclure à l'absence de violence aveugle dans le pays ».

5. Ni le dossier administratif, ni le dossier de la procédure ne font apparaître d'éléments de nature à remettre en cause le bien-fondé ou l'actualité de ces conclusions relatives à la situation de fait qui prévaut actuellement au Burundi. Au contraire, les documents annexés à la requête introductive d'instance confirment l'appréciation de la situation réalisée par le Conseil.
6. En l'espèce, ni l'identité, ni la nationalité, ni la qualité de civil de la partie requérante ne sont sérieusement contestées. Au vu de l'ensemble de ces éléments et du contexte prévalant actuellement au Burundi, la partie requérante établit que si elle devait être renvoyée dans son pays, elle y encourrait un risque réel que sa vie ou sa personne soit menacée en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article 1^{er}.

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2.

Le statut de protection subsidiaire est accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la chambre, le vingt-sept janvier deux mille neuf par :

B. TIMMERMANS

Le Greffier,

Le Président,

B. TIMMERMANS